

DEBAT NATIONAL SUR L'AVENIR DE L'ECOLE

COLLEGE MONTMORENCY
BOURBONNE-LES-BAINS

COMPTE-RENDU DES DEBATS

des 9 et 11 décembre 2003

Séance du mardi 9 décembre 2003 (17H00 à 19H00) :

Présents : Mme CARDOT, Mme BOURNOT animatrice et professeur documentaliste, M. CHARPEAUD rapporteur, MM BOUSIGUE et BAREL, professeurs, Mme CHANOIS CPE, MM. DORMOY, LAVEY, MMES PAGOT et FEUERBACH.

Mme CARDOT, principale du collège, après avoir souhaité la bienvenue aux différents professeurs et parents d'élèves présents, présente le débat national et ses modalités d'organisation ; puis donne la parole à Mme BOURNOT, professeur documentaliste, chargée d'animer le débat. Celle-ci en explique brièvement le déroulement : une première partie sera consacrée à l'établissement d'un diagnostic sur l'état actuel de l'institution scolaire puis la discussion portera, dans un deuxième temps, sur les questions retenues à savoir : « comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ? » et « comment améliorer la qualité de la vie des élèves à l'école ? ».

M. LAVEY, parent d'élève, souhaite intervenir pour faire une remarque préliminaire. Il déplore la trop faible mobilisation des personnels de l'Education nationale et des parents d'élèves qui donne à l'assemblée présente un caractère peu représentatif.

M. GRANDEMANGE, professeur de mathématiques, constate que le système tel qu'il est organisé aujourd'hui ne donne pas entière satisfaction dans la mesure où des élèves sont maintenus jusqu'en troisième alors que manifestement le collège n'est adapté ni à leur niveau scolaire ni à leur motivation. Il fait remarquer que beaucoup d'élèves, dans ces conditions, s'ennuient à l'école, font du bruit et peuvent ainsi gêner les autres élèves. M. GRANDEMANGE émet le souhait que l'Education nationale prenne en compte ce constat et offre aux élèves qui ne peuvent pas réussir dans l'enseignement général, une possibilité de s'orienter le plus tôt possible.

M. BAREL, professeur de français et d'allemand, rappelle que la volonté de maintenir tous les élèves dans le cadre du collège unique remonte à la réforme HABY dans les années 1970.

M. BOUSIGUE, professeur d'histoire et de géographie, s'il partage les grandes lignes du constat établi par M. GRANDEMANGE, refuse néanmoins l'idée que certains élèves n'ont pas leur place au collège. Il insiste sur le fait que le collège est aussi un lieu de socialisation. De plus, il fait remarquer que si des filières plus professionnelles sont ouvertes à certains élèves avant la troisième, les effectifs des collèges en seront d'autant réduits. Dans ce contexte, c'est la survie de nombreux petits collèges ruraux qui serait alors menacée. Et M. BOUSIGUE de souhaiter que si ces filières professionnelles sont créées avant la troisième, elles restent rattachées au collège.

M. BAREL pose la question de savoir à quel moment doit se faire cette orientation : dès la fin du primaire ou à la fin de la cinquième ? Il tient également à saluer les efforts réalisés au sein des lycées professionnels. Ceux-ci qui, il y a vingt ou trente ans, étaient équipés de matériel obsolète, sont aujourd'hui dotés d'équipements hautement performants et placent les élèves dans des conditions de travail proches de celles existant en entreprise.

Mme BOURNOT relance le débat en demandant si l'école est adaptée à l'évolution sociale et socioculturelle du pays.

M. LAVEY souligne que le système tel qu'il est conçu aujourd'hui favorise les bons élèves au détriment de ceux qui rencontrent le plus de difficultés.

M. GRANDEMANGE fait alors observer que les enseignants n'ont malheureusement pas le choix. Les programmes fixés au niveau national sont les mêmes pour tous les élèves alors que certains nécessiteraient un enseignement plus personnalisé avec des objectifs peut-être moins ambitieux. L'école n'est pas adaptée aux élèves en grande difficulté.

Mme CHANOIS, Conseillère Principale d'Education, confirme ces propos en précisant que les heures de soutien mises en place au collège ne suffisent généralement pas à combler des lacunes qui se sont accumulées souvent depuis l'école primaire.

M. BAREL évoque alors les avantages qu'il y aurait à instaurer une année de transition entre le CM 2 et la sixième au cours de laquelle des instituteurs spécialisés auraient le temps et les moyens de remettre les élèves à niveau notamment en français et en calcul.

Mme PAGOT, parent d'élève, se demande si ce système serait réellement bénéfique aux élèves alors que souvent la majorité des difficultés s'explique par un manque de travail de l'élève.

M. BAREL confirme que rien n'est possible sans travail de la part de l'élève.

Mme FEUERBACH, parent d'élève, revient sur le problème de l'orientation et sur le tort qu'a, à ses yeux, l'institution scolaire de privilégier l'orientation vers la seconde générale alors que certains secteurs comme la restauration ou les métiers du bâtiment manquent de personnel qualifié.

M. BAREL estime que deux idées principales ont conduit à la création du collège unique : la volonté, au demeurant généreuse, de donner à tous le même accès au savoir et l'intention plus ou moins affichée de préserver le plus longtemps possible l'enfant de « l'exploitation capitaliste ». Cette dernière idée a conduit à une crispation sur l'âge jusqu'auquel l'école est obligatoire. Pour M. BAREL, il est aujourd'hui nécessaire de revenir sur cette crispation pour permettre à l'élève d'avoir un contact plus précoce avec le monde du travail au travers de stages par exemple.

M. GRANDEMANGE approuve cette idée tout en insistant sur la nécessité de maintenir des passerelles entre les filières professionnelles et générales de manière à ce qu'un élève orienté très tôt dans une voie professionnelle puisse par la suite, s'il le désire, réintégrer l'enseignement général.

M. DORMOY, parent d'élève, plaide également pour une orientation plus précoce en ajoutant que les élèves se démotivent à force de rester dans une structure scolaire qui n'est pas adaptée et dans laquelle ils se sentent souvent en échec.

M. BOUSIGUE, tout en affirmant que la finalité du collège n'est pas uniquement de former les élèves au monde du travail, reconnaît qu'il serait possible notamment en histoire et en géographie d'intégrer des problématiques plus économiques dans les programmes disciplinaires et de traiter ainsi à l'école de questions plus pratiques et plus directement liées au monde de l'entreprise.

M. LAVEY élargit le débat en pointant du doigt les insuffisances dans la formation des enseignants.

M. GRANDEMANGE acquiesce en soulignant que les concours de recrutement sont d'abord des concours universitaires départageant les candidats sur leur maîtrise de leur discipline mais en aucun cas sur des pratiques professionnelles. Il regrette ainsi que la formation initiale des enseignants soit pratiquement dépourvue d'initiation à la psychologie et à la pédagogie.

M. BOUSIGUE fait alors remarquer que le métier d'enseignant est un de ceux qui s'apprennent le mieux sur le tas, en l'occurrence avec l'expérience au contact des élèves.

M. LAVEY émet l'idée que le système serait plus efficace s'il donnait à chaque élève la possibilité de choisir d'apprendre ce dont il a envie.

M. DORMOY fait part de ses réserves sur cette possibilité et explique qu'il est nécessaire de forcer un peu les élèves pour leur faire découvrir des disciplines ou des savoirs qu'ils n'auraient peut-être pas eu eux-mêmes la curiosité de découvrir.

M. LAVEY pose alors le problème de l'évaluation. Il s'interroge sur l'opportunité de noter les élèves au moins en sixième. Selon lui, la note est perçue par les élèves comme un jugement de valeur sur la personne plutôt que sur son travail.

M. BOUSIGUE confirme que les enseignants comme les parents sont trop focalisés sur les notes et que l'évaluation ne prend pas en compte le savoir être.

M. BAREL défend les notes en estimant qu'elles représentent un peu le salaire de l'élève et la récompense de son travail.

Mme PAGOT va dans le même sens en soulignant que la perspective d'une bonne note est une motivation pour beaucoup d'élèves.

M. BOUSIGUE regrette que la note ne valorise pas suffisamment les efforts fournis par l'élève.

M. BAREL expose que la note n'est pas le seul élément de l'évaluation et que les appréciations des enseignants sont également prises en compte notamment pour départager des dossiers d'inscription dans tel ou tel établissement.

Le débat est ensuite orienté sur la question des valeurs de l'école et sur le rapport qui existe entre ces valeurs et celles de la société.

M. BOUSIGUE admet que l'école souffre d'une certaine lenteur pour se réformer et que, de ce fait, elle a un certain retard sur l'évolution sociale.

M. LAVEY, quant à lui, pense que l'école a de plus en plus de mal à transmettre des valeurs.

M. BAREL constate que l'école est aujourd'hui en concurrence avec la télévision devant laquelle les enfants passent de plus en plus de temps. Or les valeurs données en exemple dans certaines émissions de télévision sont souvent très éloignées de celles que l'école tente d'inculquer.

M. BOUSIGUE pose alors le problème de l'éducation à l'image qui n'est pas encore assez présente au sein du système scolaire.

M. DORMOY estime que la transmission de valeurs n'est pas du seul ressort de la télévision ou de l'école mais que les parents doivent aussi retrouver leur pleine responsabilité dans l'éducation de leurs enfants. Il ajoute que sans l'intervention des parents, l'école est très souvent impuissante.

Le temps imparti étant expiré, Mme BOURNOT lève la séance et donne rendez-vous à tous les participants pour la seconde partie du débat, le jeudi 11 décembre à 17H00.